

Déclaration

du Parti ouvrier indépendant démocratique

Ce résultat du deuxième tour ne fait pas disparaître l'ampleur du rejet exprimé une semaine plus tôt

Au soir du deuxième tour des élections régionales, il apparaît que l'alliance entre la droite et la gauche, avec ses retraits et fusions de listes, a atteint son objectif : empêcher que le Front national ne s'empare d'une présidence de région.

Pourtant, les dirigeants de ces partis institutionnels ne crient pas victoire. Ils savent que ce résultat n'enlève rien à la profondeur de la crise politique et institutionnelle qui déstabilise de fond en comble le pays et conduit leurs partis au bord de l'implosion.

Ils savent que ce deuxième tour ne fait pas disparaître l'ampleur du rejet exprimé au premier tour, en particulier dans l'abstention massive, atteignant des pics de plus de 80 % dans les quartiers ouvriers et populaires. Un premier tour marqué non pas tant par une « percée du Front national » (qui n'a fait que conserver ses voix de 2012) que par l'effondrement des partis institutionnels.

Ils savent que cette politique qui leur est commune ouvre la voie au Front national, en même temps qu'elle tend à effacer, aux yeux d'une large fraction de l'électorat, toute différence entre la gauche et la droite

C'est pourquoi il est nécessaire, aujourd'hui, d'aborder la situation non pas à partir de ces termes abstraits de « gauche » et de « droite », mais en termes de classes sociales et de démocratie.

En termes de classes : depuis trente ans, tous les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, appliquent les directives de l'Union européenne, privatisent les services publics, diminuent le pouvoir d'achat des salariés, généralisent la précarité. Tous facilitent et accompagnent les plans de licenciement, et coupent en masse dans la dépense publique. Tous s'attaquent aux retraites et à la Sécurité sociale, précipitant des millions d'entre nous dans un appauvrissement sans fin. Et tout cela pour payer la dette des grandes banques et défendre les intérêts des capitalistes !

En termes de classes : tous, y compris l'actuel gouvernement Hollande-Valls, agissent comme des gouvernements anti-ouvriers et antipopulaires.

En termes de démocratie : tous les partis institutionnels (PCF, PS, LR, UDI) ont voté l'état d'urgence et sa prolongation. Tous appuient la liquidation des communes, cellules de base de la République, au profit d'une régionalisation calquée sur les schémas européens. Tous défendent la Constitution de la V^e République, envisageant même de l'aggraver dans un sens encore plus antidémocratique. Tous considèrent légitime l'intervention militaire en Syrie et en Irak. Tous sont favorables à ce que les organisations syndicales soient associées à la remise en cause des droits ouvriers.

En termes de démocratie : tous, y compris le gouvernement Hollande-Valls toujours en place, constituent des gouvernements antidémocratiques glissant chaque jour davantage vers un régime autoritaire qui menace ces deux piliers de la démocratie politique que sont l'indépendance des syndicats, d'une part, et, d'autre part, l'existence des communes, socle de la République.

Le gouvernement Hollande-Valls, qui prétend s'appuyer sur une union nationale chancelante, conduit le pays à la ruine et au désastre.

Leurs partis sont en lambeaux, mais les dirigeants font mine de se féliciter de leur résultat électoral du soir. Comme si le rejet d'aujourd'hui n'allait pas se poursuivre demain !

Et ils continuent ! Dans un mois, la mission Badinter rendra son rapport qui prépare le projet de loi de la ministre El Khomri : l'objectif est de faire disparaître le Code du travail, en privilégiant les accords au niveau de chaque entreprise. C'est une logique d'individualisation et de précarité généralisée, dont Attali, l'ancien conseiller de Mitterrand, a eu le cynisme de déclarer, le 22 juin dernier sur Europe 1, que « *cela dessine un avenir où tout le monde aura le statut des intermittents du spectacle* » !

Le Code du travail est menacé, et avec lui, les statuts, la Sécurité sociale et les régimes de retraite. Tous les acquis arrachés par le combat ouvrier et démocratique — ceux de la Révolution française, de la grève générale de 1936 et du soulèvement des masses en 1945 — sont menacés par ce gouvernement, qui s'appuie sur le consensus pro-Union européenne de tous les partis institutionnels.

Pourtant, la multiplication des grèves indique que la classe ouvrière n'accepte pas les plans de destruction, et cherche à regrouper ses forces pour le combat. Sur un autre plan, les mobilisations des élus expriment la résistance de la démocratie communale, et plus généralement des partisans de la démocratie politique.

Les plus grands combats sont devant nous.

De toutes parts, on entend dire que l'heure n'est plus aux partis politiques. Il est vrai que les partis politiques rejetés, qui ont lié leur sort à la V^e République et à l'Union européenne, vivent aujourd'hui leurs derniers instants.

Mais ce serait une erreur d'en conclure qu'il n'est pas besoin de parti. Les travailleurs, les exploités, les opprimés, ont besoin d'un parti qui se situe sur un terrain de classe, un parti qui défende les intérêts ouvriers et populaires, et non le prétendu « intérêt général », qui n'est que celui des patrons, des banques et des multinationales. Ils ont besoin de pouvoir s'appuyer sur un parti qui n'a pas d'intérêts distincts des leurs.

Ils ont besoin de pouvoir s'appuyer sur un parti qui aide à l'action unie pour défendre les acquis de la classe ouvrière, comme le fait le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), aujourd'hui engagé dans la campagne pour constituer partout des comités pour l'unité pour la défense du Code du travail.

Ils ont besoin de pouvoir s'appuyer sur un parti qui aide les élus à organiser leur mobilisation pour la défense et la reconquête de la démocratie communale contre la régionalisation et l'intercommunalité forcée, pour le retour à la République et aux communes de 1793.

Un parti qui n'accepte pas l'arbitraire de l'état d'urgence et soutient la campagne des « 333 » pour la levée de l'état d'urgence.

Un parti qui affiche clairement son objectif : celui d'un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui en finisse avec la dictature de l'Union européenne et de la V^e République ; un gouvernement qui, à l'échelle internationale, combat aux côtés des travailleurs et des peuples du monde entier contre la guerre et l'exploitation ; un gouvernement qui s'appuie sur les délégués élus et révocables formant l'Assemblée constituante par laquelle le peuple lui-même décidera d'en finir avec les carcans qui l'étouffent et de prendre son sort entre les mains.

Ce parti, nous avons commencé à l'édifier. Nous invitons tous ceux qui partagent ses objectifs, ou qui du moins veulent en discuter, à participer aux assemblées ouvertes du POID. Rejoignez le POID.

Le bureau national du POID,
le 13 décembre 2015, 23 heures